

marches-securises.fr

PUBLICATION

ÉTABLISSEMENT**Ville de Lucé (28)**
5 Rue Jules Ferry

28110 Lucé

**AVIS DE MARCHÉ
SERVICES****Organisme acheteur**

Commune de Lucé (28), Emmanuel LECOMTE, 5 Rue Jules Ferry, 28110 Lucé, FRANCE. E-mail : marches.publics@ville-luce.fr.

Adresse(s) internet

Adresse générale de l'organisme acheteur : <http://www.ville-luce.fr>

Site du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Objet du marché

Mise à jour du Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP) pour la Ville et le C.C.A.S. de Lucé.

Lieu d'exécution

Divers bâtiments de la ville de Lucé 28110 LUCE

Caractéristiques**Type de procédure :**

Procédure adaptée.

Caractéristiques principales :

Les missions attendues du titulaire sont les suivantes :

- o La mise à jour du document annuel, à minima une fois par an, avant le 31 décembre de l'année en cours ;
- o L'audit des bâtiments à travers des visites sur place avec la collaboration des agents ;
- o L'hébergement des données sur une plateforme de gestion du document unique ;
- o La mise à disposition des données annuelles sur un outil de stockage sécurisé pour la collectivité

L'accord-cadre est conclu pour une durée allant de sa notification au 31 janvier 2021.

Il pourra ensuite être reconduit 3 fois, par période de 1 an, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 4 ans.

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) :

A titre indicatif, le nombre de bâtiments à auditer est de 29.

Au 15 février 2020, la Ville et le C.C.A.S. de Lucé comptaient 306 agents.

Des variantes seront prises en considération : Non**Division en lots : Non****Date limite de réception des offres ou des demandes de participation**

Vendredi 13 mars 2020 - 16:00

Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Durée en jours : 120 (à compter de la date limite de réception des offres).

Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services)

15 avril 2020

Conditions relatives au marché**Cautionnement et garanties exigés**

Aucune retenue de garantie n'est exigée au titre du présent marché.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent

Les paiements s'effectueront sur présentation de factures en un exemplaire dans un délai maximum de trente (30) jours.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française

Français.

Unité monétaire utilisée : Euro.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (si ces documents ne sont pas déjà demandés dans le cadre du formulaire DC2, ci-après).
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après)
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail) si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).
- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre (documents à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT1) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus (formulaire NOT12).

Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Autres renseignements

Numéro de référence attribué au marché par l'organisme acheteur

2012001

Conditions de remise des offres ou des candidatures

Les candidats répondront obligatoirement de manière électronique en se connectant au profil acheteur : <https://www.c-chartres-marches.fr>, à l'annonce correspondante.
Les conditions de remise des plis sont détaillées à l'article 7 du Règlement de consultation.

Adresses complémentaires

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus :

Mairie de Lucé 5 rue Jules Ferry , à l'attention de Service Commande publique , 28110 LUCE, FRANCE. Tél. +33 237256839. E-mail :

marches.publics@ville-luce.fr.

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus :

Mairie de Lucé 5 rue Jules Ferry , à l'attention de M. Jean-Charles BODIN , 28110 LUCE, FRANCE. Tél. +33 237256818. E-mail : jc.bodin@ville-luce.fr.

Date d'envoi du présent avis

14 février 2020